



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**ARRÊTE PRÉFECTORAL n°20221004-DEC-DAEN0815 du**  
portant mise en demeure à l'encontre de la société  
REFRESCO France à Margès

**27 OCT. 2022**

La Préfète de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, notamment son livre I, articles L.171-6, L.171-7 et L.171-8 et son livre V ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 26.II.2.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 fixant les actions à réaliser en cas de dépassements multiples consécutifs avec des concentrations en *Legionella Pneumophila* mesurées supérieures ou égales à 1 000 UFC/L et inférieures à 100 000 UFC/L ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016313-0010 du 8 novembre 2016 autorisant la société REFRESCO France à exploiter une installation de production de boissons non alcoolisées sur le territoire de la commune de Margès ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 202020105-DEC-DAEN0004 du 15 avril 2022 autorisant la société REFRESCO France à exploiter une unité de traitement anaérobie et aérobie de ses effluents industriels sur le territoire de la commune de Margès ;

**Vu** les résultats du prélèvement effectué sur le circuit « TAR Froid » le 7 juillet 2022, émis par la société DRÔME LABO, concluant à une concentration de 50 000 UFC/L, soit un dépassement de seuil de 1000 UFC/L mais inférieur à 100 000 UFC/L fixé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

**Vu** les résultats du prélèvement effectué sur le circuit « TAR Froid » le 21 juillet 2022, émis par la société DRÔME LABO, concluant à une concentration de 2 100 UFC/L, soit un dépassement de seuil de 1000 UFC/L mais inférieur à 100 000 UFC/L fixé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

**Vu** les résultats du prélèvement effectué sur le circuit « TAR Froid » le 3 août 2022, émis par la société DRÔME LABO, concluant à une concentration de 1 100 UFC/L, soit un dépassement de seuil de 1000 UFC/L mais inférieur à 100 000 UFC/L fixé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

**Vu** les résultats du prélèvement effectué sur le circuit « TAR Froid » le 11 août 2022, émis par la société DRÔME LABO, concluant à une concentration de 5 000 UFC/L, soit un dépassement de seuil de 1000 UFC/L mais inférieur à 100 000 UFC/L fixé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 10 octobre 2022 transmis à l'exploitant par courriel du 12 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** les dépassements consécutifs du seuil de 1000 UFC/L et inférieur à 100 000 UFC/L en concentration en *Legionella Pneumophila* constatés depuis le prélèvement du 7 juillet 2022 sur le circuit « Groupe Froid » ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas pu identifier la ou les cause(s) de ces dérives à ce jour ;

**Considérant** que les actions curatives et correctives mises en œuvre par l'exploitant n'ont pas permis, à ce jour, de rétablir la concentration en *Legionella pneumophila* en-dessous de 1000 UFC/L ;

**Considérant** que dans ces conditions le risque de dispersion dans l'environnement de *Legionella pneumophila* n'est pas maîtrisé et que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition** de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société REFRESCO France, exploitant une installation de production de boissons non alcoolisées sise 2885 Route des Pangons sur la commune de Margès, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 26.II.2.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 selon les modalités suivantes :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant devra :
  - mettre en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau,
  - mettre en œuvre des actions correctives en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1000 UFC/L,
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant devra :
  - identifier la cause des dérives survenues depuis le prélèvement du 7 juillet 2022,
  - procéder à la révision de l'Analyse méthodique des risques existante en prenant en compte le facteur de cette dérive.

L'exploitant réalise, à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 15 jours, un prélèvement et une analyse en *Legionella pneumophila* selon les modalités prévues à l'article 26.II.2.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé.

## **Article 2 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

## **Article 3 :**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er du présent arrêté dans le délai prévu au même article, il sera fait application des dispositions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, à savoir :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° ci-avant sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

## **Article 4 :**

Le présent arrêté est notifié à la société REFRESCO France. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Margès et tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme ([www.drôme.gouv.fr](http://www.drôme.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

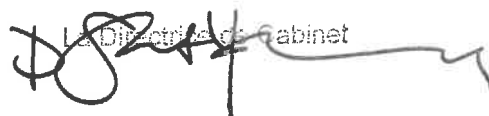
**Article 5 :**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **27 OCT. 2022**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,

 La Directrice de cabinet

Delphine GRAIL-DUMAS,